



En France et en Europe

Un recul historique de l'accès aux soins

Notre système national d'accès aux soins et notre Sécurité Sociale, financés par le travail de tout.e.s par l'intermédiaire d'une cotisation, pourtant capable largement de couvrir nos besoins en santé dans la durée, a été fragilisé et asphyxié. Et cela au terme de décennies d'efforts, dans le cadre d'une politique néolibérale très réfléchie et programmée au niveau européen.

- A cause des déserts médicaux, 7 millions de personnes n'ont pas accès à un médecin traitant, dont 472 000 personnes en affection de longue durée. Les tarifs des mutuelles, les dépassements d'honoraires, les restes à charge explosent, avec pour conséquences que 3 millions de personnes n'ont pas de complémentaire santé et près de 40% de la population renoncent aux soins. Les pénuries de médicaments vitaux se multiplient, alors que les prix des traitements innovants grimpent en flèche, obligeant à limiter le nombre de bénéficiaires.

- Le gouvernement continue à fermer des lits, des maternités de proximité, des services d'urgence, malgré leur saturation et les pénuries révélées par l'épidémie de covid ou de grippe. Les personnels sont épuisés faute d'embauches.

- La protection de l'enfance est sacrifiée. Les jeunes font face à un accès très limité aux soins, faute de moyens et d'insuffisance de prise en charge. A l'autre bout de la vie, les services d'aides et de soins à domicile, les EHPADs sont abandonnés.

- L'hôpital est contraint d'emprunter sur les marchés financiers, source d'une dette qui le mine. La seule charge des intérêts représente plus d'un milliard d'euros par an. L'ensemble du service public de santé est sciemment sous-financé.

- Le non-financement de la prime Ségur menace de nombreuses associations médico-sociales et sociale.

Pourquoi un tel acharnement ? Insidieusement, sans jamais le dire expressément, le but est le développement en France et en Europe de services privés d'accès aux soins, dont le seul objectif est de générer profits et dividendes. Ainsi, à Bagnères de Bigorre, l'installation d'un scanner à l'hôpital public est remise en cause par la concurrence d'un centre privé d'imagerie médicale à trois kilomètres, fragilisant la prise en charge des urgences à l'hôpital. Ailleurs, à l'hôpital de Dourdan, le Centre Périnatal de Proximité a été déplacé pour laisser la place à l'installation d'un service de gynécologie privé PointGyn. Ce sont des exemples concrets de ce qui se passe sur l'ensemble du territoire : un gâchis ! Ce sont les mêmes constatations dans les autres pays européens.

- Le budget de la Sécurité Sociale passé à coups de 49-3 va encore aggraver les difficultés de l'hôpital. Il baisse les remboursements des arrêts maladie de 650 millions d'euros. Il diminue de 10% le salaire des fonctionnaires en arrêt maladie. Il taxe les mutuelles d'un milliard d'euros, ce qui va encore faire payer plus cher les complémentaires, en particulier des plus malades et des plus âgés.

- Il est urgentissime de défendre notre système public d'accès aux soins et l'ensemble de nos services publics.

Pour une gestion démocratique d'un système de santé égalitaire et solidaire, centré sur les besoins de tou.te.s, plus transparente et participative.

Nous voulons :

Une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé et la perte d'autonomie, dans un périmètre étendu et défini selon les besoins de santé des populations, sans aucune condition.

Aujourd'hui nous défendons l'Aide médicale d'Etat contre toutes les attaques et voulons demain une même carte vitale pour toute personne sur le territoire sans discrimination.

Un budget à la hauteur des besoins de santé physique et mentale, de soins, de prévention et d'accompagnement social de l'ensemble de la population.

Le 7 avril journée mondiale de la santé prenons des initiatives, manifestons partout en France notre refus de laisser faire une politique irresponsable qui met en danger notre santé.

Liste des signataires Communiqué 7 avril 2025

Syndicats : Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, FSU 74, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale des Professionnel.le.s des Centres de Santé, Union Syndicale Solidaires, Fédération Syndicale Unitaire Paris, Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social FSU-Ile de France, Sud Santé Sociaux Finistère, Sud Santé Sociaux Nord

Mutuelles : Alternative Mutualiste, Mutuelle Mutami, Mutuelle des Pays de Vaucluse

Associations, collectifs, comités : Association des Médecins Urgentistes de France, ATTAC France, Cerises La Coopérative, CoMéGas, Collectif Inter-Urgences, Collectif national pour les droits des femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Convergence nationale des Collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Ensembles & Solidaires-UNRPA, Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médecins du Monde, Médicament Bien Commun, Mouvement de la Paix, Notre Santé en Danger, Organisation de Solidarité Trans, People's Health Movement France, Printemps du Care, Printemps de la Psychiatrie, Résistance Sociale, Victoires Populaires, Act Up Sud-Ouest, Collectif CIVG Tenon, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Collectif Santé Chablais (Thonon les Bains 74), Collectif Santé Voironnais, Comité de Défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de Défense des Hôpitaux du Nord Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital et Public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Coordination de vigilance du GHU H.Mondor/A.Chenevier/ E.Roux/94, Droit au Logement Haute Garonne, L'Esprit Vitry, Gilets jaunes de Paris Sud et Belleville, Planning Familial 94, Santé Pays-Haut (54), collectif droit à la santé du Havre.

Organisations politiques : Ensemble!, Gauche Écosocialiste, Génération.s., La France Insoumise, L'Après, Les Écologistes, Mouvement des Progressistes, Npa l'Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Pour une Écologie Solidaire et Sociale, Union Communiste Libertaire, Nouvelle Donne.

